



ÉLECTION DE 2021 PRIORITÉS POLITIQUES  
POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK

# Reprise et autosuffisance



## **Exposé de politique pour l'élection de 2021**

### Reprise et autosuffisance pour le Nouveau-Brunswick et le Canada

Préparé par Manufacturiers et Exportateurs du Canada – Division du N.-B./de l'Î.-P.-É., la Chambre de commerce pour le Grand Moncton, le Conseil économique du Nouveau-Brunswick, la Chambre de commerce de Fredericton, le Conseil d'entreprises du Nouveau-Brunswick et la Chambre de commerce régionale de Saint John.

### **Sommaire**

Nous sommes un groupe de six organisations d'affaires du Nouveau-Brunswick mues par l'objectif commun de militer pour une politique rationnelle qui s'attaquera aux défis et possibilités économiques uniques auxquels fait face notre province. Ensemble, nous représentons les intérêts des entreprises de l'ensemble de la province. Nous nous passionnons pour la redynamisation de l'économie du Nouveau-Brunswick pendant le rétablissement suivant la pandémie de COVID-19. Le Canada atlantique accusait déjà du retard par rapport au reste du pays au chapitre de la croissance; il faut donc concerter les efforts pour modifier notre trajectoire future.

Pour que le Nouveau-Brunswick se remette sur la bonne voie, il faut que le gouvernement fédéral fasse de la reprise économique et de l'autosuffisance une priorité. Voici trois étapes que nous considérons comme nécessaires pour assurer une croissance économique à long terme :

- Faire croître la main-d'œuvre en adoptant une approche à volets multiples qui comprendra le retour au travail des bénéficiaires de l'assurance-emploi, un programme national de services de garde, et un financement particulier par le biais de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) pour l'automatisation, la numérisation ainsi que le recrutement et le maintien en poste des effectifs.
- Il est essentiel de financer la recherche et développement dans certains secteurs critiques pour déterminer les investissements qui doivent être faits dans les projets d'infrastructure axés sur le logement.
- Appuyer la mise à l'essai d'un crédit d'impôt à l'investissement pour le Canada atlantique qui encouragera les investissements interprovinciaux dans les exportateurs, les PME et les entreprises en démarrage dans la région de l'Atlantique.

### **Contexte**

Dans les dix dernières années, la croissance économique du Nouveau-Brunswick a déraillé en raison de la récession de 2008-2009 et est revenue sur la bonne voie seulement en 2016. Entre 2007 et 2015, notre PIB réel atteignait un maigre 0,2 % par année, loin derrière la moyenne canadienne<sup>1</sup>. Le secteur privé connaissait peu de croissance, la population et la main-d'œuvre déclinaient, et la dette publique augmentait.

---

<sup>1</sup> Campbell, David. *After the Pandemic: An Investment Agenda for New Brunswick* (non publié), avril 2021, Jupia Consultants.

La situation a toutefois changé entre 2016 et 2019. Le PIB réel a augmenté en moyenne de 1,2 %, se situant encore bien en-deçà de la moyenne canadienne, mais empruntant une voie prometteuse. Cette croissance a perdu de la vitesse en mars 2020, lorsque la COVID-19 a causé la fermeture de la société et de l'économie.

L'aide fédérale offerte aux entreprises et aux personnes en emploi a été essentielle pour leur permettre de garder la tête hors de l'eau pendant la pandémie. Il est temps que le gouvernement du Nouveau-Brunswick saisisse l'occasion de doubler les fonds versés dans le cadre de l'initiative fédérale de relance sécuritaire. Le gouvernement fédéral continue de jouer un rôle essentiel dans la reprise économique de la province après la COVID-19.

Il ne fait aucun doute que la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et, plus récemment, la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) sont les trois aides financières qui ont le plus profité aux entreprises du Nouveau-Brunswick pendant la pandémie. Ces programmes fédéraux doivent prendre fin en septembre 2021, mais le gouvernement a indiqué qu'ils pourraient être prolongés jusqu'à la fin de novembre au besoin.

Or, il ne suffit pas de panser nos plaies. Nous avons besoin de politiques qui vont appuyer l'économie et permettre au Nouveau-Brunswick de se remettre sur pied et de faire croître son économie.

## **Recommandations**

### *Faire croître la main-d'œuvre*

Pour faire croître la main-d'œuvre, il faudra adopter une approche à volets multiples qui comprendra le retour au travail des bénéficiaires de l'assurance-emploi, un programme national de services de garde, et un financement particulier par le biais de l'APECA pour l'automatisation, la numérisation ainsi que le recrutement et le maintien en poste des effectifs.

Pour y parvenir, il ne suffira pas de créer des emplois. Il faudra aussi veiller à ce qu'il y ait des gens au Nouveau-Brunswick qui détiennent les compétences pour pourvoir ces postes. Pour faire croître la main-d'œuvre, il faut favoriser l'immigration, mesure que nous préconisons également, mais il faut aussi que le marché du travail soit plus accessible pour les personnes qui sont déjà dans la province, mais qui ne travaillent pas ou ne sont pas en recherche d'emploi.

Le financement d'un système universel de services de garde est un moyen de garantir que tous ceux qui veulent travailler puissent le faire. La plus grande dépense dans le budget fédéral de 2021 était la promesse de verser 30 milliards de dollars sur cinq ans pour financer un programme abordable d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Le plan fédéral nécessitera un investissement de contrepartie de la part du gouvernement provincial.

Nous devons aussi nous assurer que les personnes qui bénéficient encore de l'assurance-emploi ou d'autres programmes semblables puissent trouver un emploi rémunéré. On s'assurera ainsi que les règles qui empêchent les abus envers le système sont appliquées afin que l'argent soit versé aux personnes qui en ont vraiment besoin.

Le financement d'organisations comme l'APECA, qui se consacre à investir dans les provinces de l'Atlantique, peut contribuer à la mise à niveau de nos industries afin qu'elles demeurent concurrentielles. Attribuer des fonds à l'APECA visant spécifiquement à recruter des effectifs et à les maintenir en poste peut aider les entreprises à trouver des travailleurs et à les former. Attribuer des fonds à l'APECA visant spécifiquement l'automatisation et la numérisation augmentera la productivité et la compétitivité des entreprises et libérera des talents qui ne sont pas utilisés efficacement, qui pourront alors être embauchés par des entreprises incapables de trouver des travailleurs.

### *Financer les infrastructures*

Nous devons aussi nous assurer que notre infrastructure est suffisante et que nous avons assez investi en recherche et développement pour déterminer les domaines clés dans lesquels investir pour améliorer l'infrastructure, notamment les logements.

Le Nouveau-Brunswick dépense beaucoup moins en R&D que la moyenne nationale. Notre programme d'investissement indique que les dépenses en R&D à l'échelle du pays représentent 1,7 % du PIB (elles sont donc 70 % plus élevées qu'au Nouveau-Brunswick). Si la part du PIB que le Nouveau-Brunswick consacre à la R&D était équivalente à la moyenne canadienne, 200 millions de dollars supplémentaires seraient consacrés chaque année aux dépenses en R&D dans tous les secteurs de l'économie. De plus, si les dépenses en R&D du Nouveau-Brunswick par rapport au PIB atteignaient la moyenne de l'OCDE, elles augmenteraient de plus de 400 millions de dollars par année.

Chaque année, des fonds sont inutilisés alors qu'ils pourraient être investis dans notre province. La R&D est un outil puissant qui pourrait nous permettre de cibler les secteurs critiques où investir à l'avenir. Le logement sera un secteur particulièrement important, mais nous ne pouvons pas nous contenter de planifier des projets d'habitation en laissant place au hasard. Nous avons besoin de renseignements généraux pour veiller à ce que les logements demeurent abordables et accessibles et soient bâtis à des emplacements logiques.

La disponibilité de logements à prix raisonnable a toujours été une clé de la proposition de valeur du Nouveau-Brunswick en tant qu'endroit où vivre et travailler. Cette proposition est maintenant menacée. Dans le budget fédéral de 2021, le gouvernement a annoncé un investissement de 2,5 milliards de dollars pour la construction de nouveaux logements abordables et la réaffectation de 1,3 milliards de dollars existants. Sur sept ans, ce financement permettra la construction ou la rénovation de plus de 35 000 unités<sup>23</sup>. En se fondant sur la part de la population du Nouveau-Brunswick, qui correspond à 2 % de la population canadienne, ces chiffres représentent environ 700 unités sur sept ans pour la province. Nous croyons que les fonds que le gouvernement fédéral consacre actuellement au logement sont insuffisants pour répondre aux besoins urgents au Canada et au Nouveau-Brunswick. Nous appuyons la

---

<sup>2</sup> Budget fédéral de 2021 – Logement <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2021/04/budget-de-2021--logement.html>

recommandation de l'initiative Votez logement, soit « construire et acquérir un minimum de 300 000 logements très abordables hors marché, sous forme de coopérative et sans but lucratif sur une période de dix ans ». En fonction d'une proportion de 2 % de la population, cela représenterait 6 000 nouvelles unités au Nouveau-Brunswick sur une période de dix ans.

Nous croyons que les fonds fédéraux destinés à l'infrastructure pourraient être utilisés à meilleur escient dans trois domaines afin de permettre au Nouveau-Brunswick d'atteindre l'autosuffisance : l'infrastructure touristique, la large bande en milieu rural et la capacité numérique.

Le secteur touristique a été particulièrement touché par la COVID-19. Pour obtenir des chiffres d'affaires viables dans le secteur touristique, il faudrait offrir des mesures de soutien fédérales supplémentaires aux parcs, à la promenade du sentier Fundy, notamment pour créer des routes d'accès aux deux extrémités de la promenade vers Saint John et Moncton, aux sites d'écotourisme et au marketing.

Un programme complet de large bande en milieu rural qui permettra à toutes les régions du Nouveau-Brunswick de se brancher à Internet et de travailler et faire du commerce en ligne est essentiel à notre autosuffisance.

Le troisième élément d'infrastructure consiste à doter les entreprises du Nouveau-Brunswick de la capacité de travailler dans un monde numérique. La COVID-19 a accéléré le passage au numérique. Il serait judicieux de créer un programme fédéral par l'entremise de l'APECA afin d'offrir du financement qui aidera les entreprises du Nouveau-Brunswick à opérer ce changement.

### *Débloquer des fonds pour la région de l'Atlantique*

Certains affirment qu'il n'y a pas d'argent au Canada atlantique. C'est faux et c'est pourquoi le gouvernement fédéral doit appuyer un crédit d'impôt à l'investissement pour le Canada atlantique qui encouragera les investissements interprovinciaux dans les exportateurs, les PME et les entreprises en démarrage dans la région de l'Atlantique.

La Chambre de commerce du Canada a récemment lancé sa plateforme, qui fait écho à notre demande de mettre en place un crédit d'impôt à l'investissement. Nous demandons un crédit destiné spécifiquement aux provinces de l'Atlantique, et nous sommes reconnaissants à la Chambre d'avoir aussi mentionné les avantages de ce type de crédit d'impôt. Comme l'énonce sa plateforme, si nous réagissons à l'avantage concurrentiel actuel des États-Unis à l'aide de crédits d'impôt et de déductions fiscales pour les investissements de capitaux, nous pouvons mobiliser du capital privé, encourager les investissements et créer de la croissance.

Il est essentiel de mobiliser du capital privé pour favoriser la croissance et l'investissement dans notre région, qui a été touchée de façon démesurée par le ralentissement de la croissance.

La « Bulle d'investissement de l'Atlantique » est un crédit d'impôt régional pour capital de risque (CICR) qui encourage les investissements de capital privé dans la région de l'Atlantique par le biais de mesures incitatives. Le gouvernement provincial offre actuellement des CICR, mais seulement lorsque les investisseurs investissent dans leur propre province. L'économie du

Canada atlantique forme un tout et, collectivement, notre population est plus petite que celle de Mississauga. Pour réaliser des économies d'échelle et veiller à ce que les PME, les exportateurs et les entreprises en démarrage aient accès à du capital, nous proposons un programme pilote triennal, appuyé financièrement par le gouvernement du Canada, afin de compenser les pertes de recettes fiscales subies par les gouvernements provinciaux jusqu'à ce que l'avantage net du programme puisse être clairement établi à l'aide de données de rendement. La pandémie de COVID-19 a notamment fait en sorte que des milliards de dollars d'épargne personnelle et de marchés financiers ont été mis de côté et attendent à présent de nouvelles possibilités d'investissement. Nous devons agir rapidement. Au plus fort de la pandémie, les provinces de l'Atlantique ont collaboré étroitement pour protéger leurs citoyens. Tirons parti de cet esprit de collaboration pour faire croître notre économie régionale.

Nous demandons au gouvernement du Canada d'appuyer cette validation de principe en s'engageant à couvrir les pertes de recettes fiscales que pourraient subir les gouvernements provinciaux, jusqu'à concurrence d'un montant fixe pour chaque année du projet pilote triennal. Nous surveillerons le programme de près et sommes convaincus qu'une analyse des résultats montrera que la Bulle d'investissement de l'Atlantique aura permis à chaque province de tirer un avantage net.

En mettant en œuvre le projet pilote de Bulle d'investissement de l'Atlantique, nous créerons un marché commun d'investissement au Canada atlantique. Les entreprises partout dans la région auront accès à davantage de capitaux, ce qui stimulera leur croissance et leur permettra de créer des emplois et des possibilités et de générer des recettes fiscales. Les investisseurs seront encouragés à investir dans la région. Ainsi, nous rapatrierons les capitaux au Canada atlantique, y compris les milliards de dollars qui ont été mis de côté, plutôt que de les laisser aboutir sur les marchés publics à Toronto ou à New York comme c'est souvent le cas actuellement. La Bulle d'investissement de l'Atlantique nous aidera à prendre le contrôle de notre destin économique.

## **Conclusion**

Nous croyons que de créer des conditions qui permettront aux hommes comme aux femmes de retourner au travail est un investissement judicieux dans le parcours de notre province vers l'autosuffisance.

Pour assurer la croissance, la reprise et l'autosuffisance de notre province, nous exhortons les partis politiques et les candidats fédéraux à proposer des programmes politiques qui auront les résultats suivants :

- **Investir** dans des initiatives qui encouragent la croissance de la main-d'œuvre.
- **Financer** des projets d'infrastructure qui favoriseront la reprise et la croissance à long terme, y compris investir dans les logements.
- **Appuyer** les incitations fiscales afin de débloquer des fonds pour les entreprises en démarrage et en croissance au Canada atlantique.